


LES CIRCUITS COURTS EN DIFFICULTÉ...

PASSER DE L'EFFICACITÉ À LA ROBUSTESSE?



Ceinture
Aliment-Terre
Liégeoise

Bâtiment Horizon : Avenue de
Jupille, 16 - 4020 Liège
04 223 15 51
info@catl.be
www.catl.be



Dans le contexte de la crise actuelle, l'avenir du bio et des circuits courts est incertain. Au-delà de constater les difficultés apparentes du secteur, il est essentiel d'explorer l'évolution des alternatives alimentaires et les défis qu'elles rencontrent depuis deux décennies.

Les enjeux environnementaux, cruciaux, peuvent inciter également à réévaluer les avantages de ces systèmes alternatifs, notamment en termes de robustesse, une thématique appelée à devenir centrale dans un monde devenu instable. Cette analyse peut nous éclairer sur des pistes prometteuses pour l'avenir.

BIO, CIRCUIT COURT ALIMENTAIRE ET PROJETS ALTERNATIFS, MAIS D'OÙ ÇA VIENT TOUT ÇA ?

Le début des années 2000 a vu l'essor sans précédent du bio, un mouvement qui existait déjà depuis un siècle¹. Sous l'impulsion des crises alimentaires de la fin des années 90, la croissance du marché bio est devenue une tendance lourde qui s'est poursuivie sur vingt ans, c'était «l'eldorado».

LE BIO POUR PRENDRE SOIN DE LA SANTÉ!

Au départ le bio apportait une réponse à un problème mis en exergue par des crises alimentaires : la santé. Mais ensuite, ce mouvement a été appelé à répondre à d'autres préoccupations de la société comme l'illustre le slogan «bon, propre et juste», du mouvement slow food². Et, entre les agriculteurs bio qui considéraient qu'ils en faisaient déjà beaucoup pour produire sans intrants chimiques et les attentes des consommateurs mobilisés par le thème de la «souveraineté alimentaire», il fallait, pour réaliser l'ambition d'un monde plus équitable et respectueux de l'environnement, des porteurs de projets allant plus loin que les aspirations initiales du mouvement bio, à produire des aliments sains pour soi et les gens autour de soi.

Dix ans après le début de la vague bio, une recombinaison s'est produite, engendrant des projets «locaux». Un nouveau type de porteurs de projets, souvent «Non Issus du Monde Agricole» (NIMA-culteurs)³ est apparu dans la suite des mouvements sociaux et «citoyens» qui se sont constitués au cours de la première décennie du millénaire avec l'altermondialisme. Ces projets se sont notamment structurés autour du mouvement des villes en transition⁴.

¹Sur les fondements de l'agriculture bio: BESSON Yvan, *Les fondateurs de l'agriculture biologique*, Sang de la Terre, Paris, 2011, 776 p.

²Slow Food (restauration lente en anglais) est un mouvement international qui a pour principal objectif de sensibiliser les citoyens à l'écogastronomie et à l'alterconsommation. Voir: <https://www.slowfood.com/fr/>

³Concernant les nimaculteurs, voir SERVIGNE Pablo, *Les nimaculteurs pour nourrir l'Europe en crise*, sur jardincomestible.fr, 29 septembre 2015, disponibles sur: <https://jardincomestible.fr/videos/nourrir-europe-temps-crise-nimaculteurs/>

⁴Concernant le mouvement des villes en transition, voir le site du réseau belge de la transition: <https://www.reseautransition.be/>

Ce mouvement d'inspiration permaculturelle ambitionnait d'apporter des réponses locales et citoyennes à deux problématiques qu'il fallait gérer simultanément: le pic pétrolier⁵ et le changement climatique. C'est au départ de ces réflexions que sont nés nombre de projets maraîchers de bords de villes, ou d'agricultures urbaines, de coopératives citoyennes, de monnaies locales, de projets low-tech, d'initiatives de livraison en vélo-cargo, etc.

ENGAGEMENT MORAL VS L'URGENCE VITALE

Et autant le cœur du mouvement bio s'était structuré autour de la santé et de l'idée que l'industrialisation y portait préjudice, notamment par la production chimique d'aliments frelatés, autant ce nouveau mouvement de la transition vers des sociétés post-pétrole s'est structuré autour de l'impasse environnementale qui ne pouvait que déboucher, faute d'une mobilisation générale, sur un effondrement de civilisation. Pour beaucoup d'entre eux, les problématiques de souveraineté alimentaire et la santé des consommateurs étaient importantes, mais ces enjeux étaient secondaires par rapport à celui de la sécurité alimentaire: garantir que l'on pourra manger demain. Pour eux, l'enjeu du local, plus que celui du bio, c'était ça: pouvoir garantir à la population les approvisionnements alimentaires dans un monde en phase d'effondrement, démondialisé. Les prévisibles ruptures des chaînes d'approvisionnements aujourd'hui globales devaient être anticipées par un retour au local, au circuit court.

Mais ces systèmes locaux, résilients et low-tech ont un coût, car comme l'a notamment démontré Olivier Hamant⁶ dans son livre «La Troisième voie du vivant»⁷, il existe une relation inversement proportionnelle entre l'efficacité⁸ et la robustesse; en quelque sorte, produire de façon robuste coûte plus cher, car c'est moins efficace. Pour le mouvement de la transition, la thématique de l'alimentation était centrale, prioritaire dans la mesure où elle concerne la satisfaction d'un besoin fondamental. Mais la perception de la nature et de l'importance de cet enjeu n'était pas partagée avec la même acuité entre les porteurs de ces alternatives et le reste de la société.

⁵ Concernant le pic pétrolier: <https://www.aspo.be/pic-petrolier/>

⁶ Olivier Hamant un chercheur français en biologie et biophysique. Il est directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, chercheur au laboratoire de reproduction et développement des plantes à Lyon, et directeur de l'Institut Michel Serres pour les ressources et les biens communs.

⁷ HAMANT Olivier, *La troisième voie du vivant*, Éditions Odile Jacob, Paris, 2022, 288p.

⁸ L'efficacité est le rapport entre les résultats obtenus et un objectif visé. L'efficacité (contrairement à l'efficience) n'a aucun égard pour l'optimisation des moyens mis en œuvre pour atteindre ce résultat et, donc, ne prend pas en compte les éventuels effets collatéraux, externalités négatives ou gaspillages.

Comme si l'enjeu des alternatives alimentaires était perçu sous un angle vital par leurs porteurs, celui de la sécurité alimentaire, alors qu'il était essentiellement perçu sous un angle moral, celui de la souveraineté alimentaire, par les autres, dont nombre de «consom'acteurs».

Lors de rencontres «grand public» sur des événements, les maraîchers et autres acteurs de la transition alimentaire sont souvent confrontés à des échanges stéréotypés assez marquants. Souvent, ils présentent leur projet, ce qu'ils vivent, leur contexte, leurs difficultés, et leurs interlocuteurs répondent par un témoignage illustratif de leur bonne conscience : « *Je fais mes courses dans telle épicerie locale* », ou encore « *Ça fait des années que je cultive mon potager.* » Il y a comme une attente d'approbation : « *C'est bien, non ?* ». Ces personnes semblent envisager les choses d'un point de vue moral. Elles sont animées par un ensemble de valeurs ou de principes (santé, écologie, économie sociale, revenu digne pour les agriculteurs ou encore solidarité, par exemple). Mais fondamentalement, c'est comme s'il s'agissait simplement pour elles de faire «sa part de colibri». Alors que pour beaucoup de promoteurs de projets de transition alimentaire qui sont sur le terrain au quotidien, la question centrale est pratique : serons-nous prêts à encaisser une crise ? Ils se posent la question en termes de quantités : quelle proportion de son alimentation cette personne peut-elle tirer de son petit potager en ville ? Comment organiser la mise en œuvre collective de grandes parcelles en bord de ville ? Comment faire en sorte que les productions locales des agriculteurs traditionnels soient consommées localement plutôt que d'être vendues sur des marchés distants, hors de notre contrôle ? Parmi ceux qui nous nourrissent concrètement, tous les jours, combien de producteurs-transformateurs sont connus et identifiés, joignables en cas de problème ? Leurs difficultés sont-elles perçues ? Qu'est-ce qui est mis en place par la coopérative, le commerce, l'institution, le politique pour remédier à ces difficultés ?

La morale des premiers appartient au monde des idées, des grands principes, et s'accommode en conséquence un peu trop bien de la lenteur et des difficultés à transformer le système alimentaire dans le monde réel. Il ne s'agit pas (encore) pour eux de savoir s'ils pourront manger ce soir (ce qui est déjà le lot de plus de 2 milliards d'êtres humains sur la planète). Les seconds, quant à eux, sont profondément déçus, au quotidien, de la précarité de leur situation et de leur isolement alors qu'ils estiment lutter pour le futur de tous.

Alors, faute de mieux, ces projets ont embarqué dans la vague du bio un peu comme des passagers clandestins. Ils avaient pour ambition de fédérer les consommateurs dans des formes de solidarités mangeurs-producteurs⁹ à la mesure de ces enjeux vitaux, mais le public n'était pas encore prêt. Ils ont toutefois trouvé un soutien utile et nécessaire dans l'engouement général pour le bio: les clients qui parlaient, pas aussi engagés ou « conscients » qu'ils ne l'auraient souhaité, étaient remplacés par des nouveaux, toujours plus nombreux. Cette situation a pu un temps masquer le fait que la vision collapsologiste¹⁰ de tels porteurs de projets n'était pas réellement partagée au-delà de leur cercle restreint.

DÉCONFINEMENT DE JUIN 2021... L'ABANDON DES CIRCUITS-COURTS!

En juin 2021, à la suite (déconfinement) de la crise Covid, les préoccupations du public semblent avoir changé brutalement, mettant un terme à l'eldorado du bio. On l'a tous vu, une préoccupation importante pour le prix est apparue chez les consommateurs moins engagés. Avec la crise et l'inflation, le prix est devenu l'argument de vente numéro un, or le bio a une image de cherté.

Mais ce qu'on a moins vite compris, c'est le désengagement partiel des consommateurs les plus engagés et aussi des contributeurs et soutiens directs de ces projets (coopérateurs et bénévoles, entre autres), autour d'une perte de sens et d'espoir. Le climat d'impuissance et de morosité lié à des problématiques globales anxiogènes, semble avoir eu pour conséquence un repli sur soi généralisé. Il y aurait à dire et à analyser sur cette situation, mais ce n'est pas le propos ici. En résumé, tout se passe comme si ces alternatives représentaient l'espoir d'une transformation sociale positive et que, comme cet espoir (moral) a disparu, elles ne représentent plus rien.

Or, une société qui ne mesure pas ce qui est en jeu sous-estime probablement l'impact de la diminution du soutien à ces alternatives et la possibilité qu'il entraîne tout ce secteur dans un effondrement définitif, dans un scénario au fil de l'eau. Si rien n'est fait, le bio (industriel) finira probablement par reprendre un peu de poil de la bête, mais de nombreux projets locaux de transition alimentaire disparaîtront, diminuant d'autant notre capacité de résilience face aux prochaines crises, dont il conviendrait peut-être de se préoccuper.

⁹ Association de Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) ou Community-Supported Agriculture (CSA).
¹⁰ SERVIGNE Pablo, STEVENS Raphaël, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Éditions du Seuil, Paris, 2015, 304 p.

CHOISIR LA ROBUSTESSE POUR SE NOURRIR DANS UN MONDE EN DÉCLIN

Inspiré par des pères fondateurs, portés par des pionniers, le bio a fini par obtenir une reconnaissance politique, mais son essor est consécutif à des crises sanitaires¹¹ qui ont rendu intelligible pour le grand public son enjeu principal: la santé. Aujourd'hui, les porteurs des projets de transition devraient arrêter de courir derrière des logiques révolues et décalées des enjeux vitaux. Sans attendre la crise qui révélera la pertinence de leur approche, ils devraient se recentrer sur leur vision et se focaliser sur un enjeu: la robustesse.

Dans son livre «*Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant*»¹² sorti en 2023 Olivier Hamant propose, pour envisager notre futur, de sortir du culte de la performance en s'inspirant des principes de la nature et du vivant : la coopération, la circularité et la robustesse. Et il définit la robustesse comme la capacité d'un système biologique à maintenir ses fonctions et son intégrité face à des perturbations internes ou externes. Dans la mesure où l'approche de la robustesse ménage des marges de manœuvre, stimule la coopération et explore des voies alternatives pour pouvoir faire face aux imprévus, souvent au détriment de l'optimisation immédiate des ressources ou des performances dans des conditions normales, on peut considérer qu'elle se construit contre l'efficacité. Il y a de la robustesse dans la plupart des écosystèmes terrestres. Elle est la réponse opérationnelle qui permet la viabilité dans un monde fluctuant et en pénurie de ressources.

Entre l'effondrement des écosystèmes qui nous nourrissent, les catastrophes résultant du changement climatique, l'épuisement des ressources et l'instabilité géopolitique et économique, notre monde entre dans une zone d'instabilité qui, selon Oliver Hamant, va imposer un changement de priorité entre performance et robustesse. Si les « écosystèmes » de circuits courts alimentaires ont de nombreux avantages en termes de souveraineté alimentaire, ces systèmes sont surtout intrinsèquement robustes.

¹¹ Fin des années 90 les crises de la vache folle et du « poulet à la dioxine » marquent profondément toute la société autour du lien alimentation - santé.

¹² HAMANT Olivier, *Antidote au culte de la performance. La robustesse du vivant*, Gallimard, Paris, 2023, 64 p.

Pour illustrer ce point, voyons un exemple marquant : la société Carbon Robotics se targue d'avoir mis au point un robot agricole capable d'éliminer 200 000 mauvaises herbes par heure. C'est la guerre des étoiles de l'agriculture de précision, avec caméra embarquée, reconnaissance par intelligence artificielle des mauvaises herbes et destruction par tir laser. Pas de pesticides, coûts de production réduits et donc légumes bio à moindre coût. Où est le problème ?

Le problème, c'est le coût de la machine : 600 000 €. Pour rentabiliser un tel investissement, il faut en produire des carottes ! Si on calcule un optimum avec les chiffres fournis par le constructeur¹³, on trouve qu'il est possible, avec cette machine, de désherber plus de 300 ha de carottes bio, ce qui équivaut au travail manuel d'une équipe de 75 travailleurs. Dans ces conditions, le désherbage ne coûte presque plus rien : environ 700€/ha (amortissement de la machine, carburant et main-d'œuvre). Si on paie la main-d'œuvre au tarif saisonnier pour faire la même chose en agriculture manuelle, le désherbage coûte environ 10 fois plus cher ! Mais le champ de 300 ha va produire 12 000 tonnes de carottes ! C'est le tonnage de tous les légumes bio consommés en Wallonie en 2023¹⁴ ! Pour écouler un tel volume, il faut au moins un marché de la taille de l'Europe, des supermarchés et des chaînes logistiques de 2 500 km. Et c'est là le problème : des chaînes de distribution de 2 500 km, c'est totalement dépendant de la performance et de l'efficacité d'un système optimisé en mode *just in time*, et donc fragile, pas du tout robuste. Au moindre choc sur l'énergie, à la moindre instabilité géopolitique ou économique, il n'y a plus rien à manger !

À l'opposé, le maraîcher local a une toute autre stratégie : pour vendre en direct, il doit pouvoir remplir le panier de chacun de ses clients de 4 kg de divers légumes chaque semaine de l'année, quelle que soit la saison. Pour ce faire, il doit produire environ 40 à 80 variétés de légumes différents. Les séries de production sont petites, et il est très difficile de maîtriser 80 cultures différentes ; il y a donc des échecs, des pertes, des erreurs. Le matériel doit être polyvalent, donc jamais parfaitement adapté aux tâches particulières et, faute de matériel, on fait souvent les choses à la main. Tout ceci ne semble donc pas très efficace, mais il y a néanmoins toujours quelque chose à manger, car ce n'est jamais une mauvaise année pour tous les légumes en même temps. Pas trop sûr de lui, le producteur local planifie de produire des surplus pour garantir de ne pas manquer. Dans les bonnes années, ces surplus seront donnés ou simplement retournés dans le sol, ce qui, encore une fois, n'est pas aussi efficace qu'une politique d'optimisation qui fait que « chaque salade plantée est déjà vendue ».

¹³ Robotics: <https://fr.carbonrobotics.com/laserweeder>

¹⁴ Apaq-W et Biowallonie, Les chiffres du bio 2023, Mai 2024, disponible sur: <https://www.biowallonie.com/wp-content/uploads/2024/05/Chiffres-Du-Bio-2023-BD.pdf>

Et si les productions locales sont délicieuses, elles sont aussi souvent de formes poétiques, non standardisées, irrégulières, et produites en petites quantités. Vendre de telles productions à des acteurs en phase avec le monde de l'efficacité (comme les commerces ou les transformateurs), c'est complexe et ça représente plus de travail, cela demande un effort, une volonté spécifique.

Mais si, au lieu d'être produites par une poignée de géants industrialisés, nos carottes sont cultivées par un réseau de milliers de petits producteurs locaux, alors, lorsqu'un producteur ou même des dizaines d'entre eux sont emportés par une crise, l'impact sur la sécurité d'approvisionnement est limité, car les surplus des autres producteurs compensent. C'est plus robuste.

Aidés par des politiques publiques ou même des acteurs économiques qui voient en la robustesse la clé de notre avenir, les projets locaux de la transition alimentaire ont fondamentalement pour mission de préparer des solutions qui auront peut-être l'opportunité de se généraliser à la faveur d'une crise alimentaire à venir.

POURQUOI NE PAS SIMPLEMENT LAISSER CE MARCHÉ SE RESTRUCTURER AUTOUR DU BON VIEUX BIO?

Oui, le bio peut être robuste aussi évidemment, mais le bio à la «Carbon Robotics», le bio industriel et sa course en avant vers toujours plus de performance - lui qui remplacera si avantageusement les produits locaux par sa logistique grossiste, son prix bas et sa qualité standardisée - ne l'est pas.

Croyons-nous vraiment au pic pétrolier, à la sixième extinction des espèces, à l'épuisement des ressources, au fait que nous vivons dans un monde fini et que cela a des conséquences sur notre mode de développement et à ses limites - que nous allons incessamment rencontrer selon les meilleurs experts ? Si la vision proposée par le rapport Meadows, le Giec ou encore des gens comme Pablo Servigne, Aurélien Barreau, Jean-Marc Jancovici, Arthur Keller, Aurore Stéphand et finalement Olivier Hamant est correcte, alors l'avenir est à penser en termes de déclin.

Envisager l'avenir comme une décroissance dont le rythme est donné par des crises peut sembler peu réjouissant, peu porteur, mais cela constitue surtout un nouveau mode de pensée à adopter pour les décideurs qui ont vécu l'âge du progrès - soit l'idée que ça ira toujours mieux demain. Car le progrès, même social, n'était peut-être finalement que la conséquence d'une abondance énergétique qui touche à sa fin.

En effet, selon le rapport Meadows, nous sommes très proches du point de basculement¹⁵ (quelques mois, tout au plus quelques années) à partir duquel les logiques de croissance vont devoir s'inverser mécaniquement. Et qui plus est, l'actualité ne donne pas de raisons de s'adonner à un optimisme débridé¹⁶. Cela signifie concrètement que nos sociétés doivent prévoir un avenir moins prospère matériellement, évoluer vers moins de complexité, plus de décentralisation, de lenteur, d'ancrage local, de robustesse, c'est-à-dire moins de performance. Et il ne s'agit pas de penser cet avenir comme tel parce que ce serait bien, ou même désirable, mais parce que ce sera payant.

VERS UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME ALIMENTAIRE ROBUSTE

En cas d'effondrement du système alimentaire globalisé industriel,¹⁷ on pourra certainement produire localement en suffisance en Belgique pour nourrir la population. Mais au terme d'une réorganisation qui prendra combien de temps? Cela dépendra en grande partie de la taille du réseau alternatif déjà en place. Nous ne sommes pas les seuls à nous poser ces questions: selon une étude APUR 2024 commandée par la ville de Paris, cette dernière ne dispose que de 5 à 7 jours de réserves alimentaires¹⁸. Ces questions doivent être anticipées par des politiques publiques, par la société civile et par les acteurs économiques.

¹⁵ Alors que la consommation globale d'énergie primaire continue à augmenter à une échelle mondiale, l'UE a amorcé sa décroissance énergétique dès 2006. Jean-Marc Jancovici établit un lien direct entre cette situation et les signes d'un effondrement potentiel. Ainsi, une baisse de la consommation énergétique, en particulier des énergies fossiles qui ont alimenté la croissance industrielle, entraîne une contraction économique, des tensions sociales accrues et une remise en question des structures politiques et économiques.

¹⁶ Inondations catastrophiques détruisent les infrastructures et arrachent la terre fertile; feux géants et sécheresse qui détruit tout; très mauvaises années se succédant de plus en plus rapidement sous l'effet du changement climatique (chez-nous 2016, 2021, 2024 ont été froides et pluvieuses). Depuis 2019, dans la suite de la « crise de l'azote » aux Pays-Bas, des dizaines de milliers d'agriculteurs se mobilisent partout en Europe, témoignant de leurs situations dramatiques et critiquant les politiques publiques qu'ils jugent inadaptées.

¹⁷ SERVIGNE Pablo, *Nourrir l'Europe en temps de crise*, Editions Babel (Actes Sud), Arles, 2014, 208p.

¹⁸ <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/nourrir-paris-metropole-grand-paris-lieux-filiere-alimentation-resilience>

Une multitude de petits sites de production locale pourraient intégrer un éventail plus large de productions et de transformations alimentaires visant à être en mesure de fournir l'essentiel de l'alimentation humaine : légumes, fruits, céréales, légumineuses, oléagineux, produits animaux, champignons... De telles unités de production vivrières (autrefois appelées « fermes ») ne seraient sans doute performantes en rien, mais elles seraient particulièrement robustes, aptes à traverser toutes sortes de crises.¹⁹ Un système alimentaire basé sur de telles unités serait également très robuste, car il ne nécessiterait pas de chaînes logistiques immenses et ingérables reposant sur des producteurs ultraspécialisés. Lorsqu'une unité de production diversifiée périclité, elle peut être remplacée par une autre, en proximité immédiate, pour garantir les approvisionnements. Mais cette robustesse a un prix : des coûts de production plus élevés et une qualité plus variable qui occasionne finalement plus de travail pour la valoriser.

Si l'application du principe de robustesse représentait en partie une sorte de marche en arrière (démondialisation, désindustrialisation de l'agriculture, redéveloppement des fermes diversifiées), il ne suffirait pas pour autant de simplement revenir à la ferme d'il y a 100 ou 200 ans. Entre-temps, le monde a changé sur beaucoup d'aspects. Par exemple, le nombre de bouches belges à nourrir a été multiplié par quatre au cours de l'ère industrielle. Il faut aussi se méfier des approches simplistes et imagées telles que : « le cheval va remplacer le tracteur ». Notons par exemple que s'il fallait uniquement compter sur les prairies existantes pour alimenter les vaches, on ne pourrait en nourrir qu'une sur quatre. Dans le même ordre d'idée, en l'état, le fumier produit ne permettrait de fertiliser qu'environ 20% des champs.

Le mouvement des villes en transition proposait une idée intéressante : la réalisation d'un « plan de descente énergétique » par un panel d'acteurs locaux. Il n'est pas dans le projet de cet article de réaliser un tel plan, mais il est de notre propos d'en faire émerger la question. Deux autres questions, un peu philosophiques, viennent à la suite : la nourriture doit-elle être traitée comme une marchandise comme les autres ? L'alimentation est-elle d'abord l'affaire des agriculteurs ou concerne-t-elle en premier lieu les « mangeurs » ? Gardons à l'esprit que lorsque le besoin alimentaire n'est pas comblé, presque tous les autres besoins passent au second plan (imaginons une entreprise dont les travailleurs seraient affamés). « Entre la civilisation et la barbarie, il n'y a que cinq repas » disait Winston Churchill. De telles réflexions ne sont pas si abstraites ou philosophiques si elles peuvent déboucher sur une vision stratégique, qui permet de s'écarter volontairement d'une trajectoire qui mène à une impasse (celle du système alimentaire actuel).

¹⁹ Sur l'analyse de cette résistance aux crises voir VAN DER PLOEG Jan Douwe, *Les paysans du XXIe siècle. Mouvements de repaysanisation dans l'Europe d'aujourd'hui*, Charles Léopold Mayer éditions, Paris, 2014, 214p.

Soutenir ce qui est « efficace » actuellement peut mener à investir en pure perte dans un modèle à bout de souffle. La robustesse suppose souvent des choix contre-intuitifs dans le monde de la performance, mais ça ne veut pas dire forcément non marchand. Le développement d'un réseau décentralisé d'unités de production vivrière pourrait même constituer une opportunité de business pour une entreprise éveillée à la question de la robustesse, qui envisagerait de « scaler »²⁰ un modèle innovant via le développement d'un réseau de franchisés. Après tout, il y a pas mal de maraîchages et d'autres projets à reprendre à présent...

Dans une autre optique, si on considère que l'agriculture locale alternative est en quelque sorte le « groupe de secours » du système alimentaire principal, il ne faut peut-être en attendre strictement aucune performance économique, car ce serait comme d'attendre du groupe électrogène de secours qu'il s'autofinance par la commercialisation de l'électricité qu'il produit. Dans une telle perspective, la production alimentaire « de secours » pourrait être exclusivement destinée à alimenter des colis alimentaires gratuits à destination de publics précarisés, et les emplois agricoles liés pourraient être pris en charge intégralement par la collectivité. Aux antipodes de cette proposition, la valorisation actuelle des invendus des grandes surfaces dans les réseaux de solidarité gratuits ne fait qu'accroître la performance du système agro-industriel, remplaçant de son point de vue un coût de traitement des déchets par une image positive et un service à la collectivité (socialwashing), rendant la solidarité totalement dépendante des gaspillages de l'industrie agroalimentaire. Ce qui est robuste c'est surtout la multiplication des options, leur coexistence simultanée. En un mot, c'est miser sur une diversité d'approches.

Beaucoup de nos certitudes sont à remettre en question. Par exemple, l'analyse de l'échec du projet ADM bio, un atelier de transformation à Oupeye fondé en 2017 par six maraîchers et liquidé fin 2021, ou encore celle de la réussite et de la robustesse du magasin coopératif et participatif Oufitcoop, devrait inspirer nos réflexions sur l'orientation des soutiens publics ou encore sur la manière de monter nos projets alternatifs.

Or, la plupart des politiques publiques actuelles, et la façon dont sont montés beaucoup de projets entrepreneuriaux, même alternatifs, sont en opposition avec la manière de concevoir une initiative dans une perspective de robustesse. Celle-ci implique notamment de s'éloigner des principes de performance et d'économies d'échelle; d'oser dupliquer/multiplier les infrastructures sans craindre de saupoudrer les moyens ; ou encore de concevoir la lenteur pour ce qu'elle peut nous offrir : un temps humain nécessaire à l'intégration du changement.

²⁰ En anglais, « Scaler » désigne la capacité d'une entreprise à se développer à grande échelle.



**Ceinture
Aliment-Terre
Liégeoise**

L'ASBL Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) a pour mission de contribuer, sur l'Arrondissement de Liège Métropole, à la transformation du système alimentaire dans une perspective durable, en soutenant le développement des filières courtes et locales. A cette fin, elle sensibilise, fédère et mobilise l'ensemble des forces vives du territoire, et elle s'appuie sur une équipe de professionnels pour mettre en œuvres ses cinq principales missions.

Cette analyse s'inscrit dans le cadre d'une demande de reconnaissance en éducation permanente (axe 3) de la CATL

Auteur

BENOÎT NOËL

INGÉNIEUR AGRONOME À L'ORIGINE D'UNE
DIZAINÉ DE COOPÉRATIVES, ASSOCIATIONS OU
RÉSEAUX. ACTUELLEMENT, PROMOTEUR DE
VTOPIA À OUPEYE, AVEC L'ASSOCIATION
WWW.JARDINIERDUMONDE.BE

Relecteur :

JEAN-YVES BURON, CHRISTIAN
JONET ET PHILIPPE VIENNE

Disponible ici :



Exemplaires papiers sur demande : info@catl.be

Mise en page : JULIA HAZÉE